



Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies

Vol. 5, n°1 | 2001
Varia

Ulrich Herbert, (Ed.), *National Socialist Extermination Policies. Contemporary German Perspectives and Controversies*

New York, Oxford, Berghahn Books, 2000, 36 p., ISBN 1-57181-750-6
(Traduction de la version allemande parue en 1998 chez Fischer Taschenbuch Verlag GmbH, Frankfurt am Main)

Jean-François Fayet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chs/804>
ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001
Pagination : 148-149
ISBN : 2-600-00607-9
ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Jean-François Fayet, « Ulrich Herbert, (Ed.), *National Socialist Extermination Policies. Contemporary German Perspectives and Controversies* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 5, n°1 | 2001, mis en ligne le 02 avril 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/chs/804>

History. Individually, they contribute to a better understanding of specific episodes of awful bloodletting in the past. At the same time, the lack of a coherent definition of what constitutes a massacre and what distinguishes a massacre from other forms of killing continues to impair our ability to understand this crucial phenomenon. The editors begin the book's abstract by stating « the role of massacre in history has not been given much focused attention by either historians or academics in related fields ». They are correct. But until we develop an analytical framework that defines and delineates the different forms of group lethal violence, I suspect this situation will continue. And so, even though this rich collection of case studies adds to our knowledge about specific massacres in the past, collectively they do little to clarify the massacre in history.

Thomas W. Gallant
(University of Florida, USA)
tgallant@history.ufl.edu

Ulrich Herbert, (Ed.), *National Socialist Extermination Policies. Contemporary German Perspectives and Controversies*, New York, Oxford, Berghahn Books, 2000, 336 p., ISBN 1-57181-750-6
(Traduction de la version allemande parue en 1998 chez Fischer Taschenbuch Verlag GmbH, Frankfurt am Main)

Prolongeant une série de conférences organisées durant l'hiver 1996/1997 par le Département d'histoire de l'Université Albert-Ludwig de Freiburg, ce recueil d'une dizaine de contributions rédigées par des historiens allemands de la jeune génération, affiche sa volonté de dépasser la controverse, désormais « stérile », des années quatre-vingt entre « intentionnalistes » et « fonctionnalistes ».

Fortement marqués par les débats ayant eu lieu en Allemagne lors de la parution de l'ouvrage de Goldhagen (*Les bourreaux volontaires de Hitler: les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Ed. du Seuil, 1997), un ouvrage presque unanimement condamné par la profession mais ayant suscité un vif intérêt dans la société civile, les auteurs considèrent qu'au delà des simplifications et des conclusions peu convaincantes de l'auteur, la question initiale – celle du rôle des Allemands, des « Allemands ordinaires » par opposition aux « élites nazies », dans la persécution des Juifs d'Europe – demeure légitime et « même urgente ».

Or pour identifier les motivations des bourreaux, et en particulier ceux des territoires conquis par l'Allemagne comme la Pologne, la France, la Serbie, la Biélorussie et les pays baltes, les vieilles interprétations, présentant l'Holocauste comme l'aboutissement de la *Weltanschauung* nazie ou comme le résultat d'un processus de radicalisation cumulative, apparaissent peu opérationnelles.

Ainsi, à la différence de la plupart des travaux antérieurs, les auteurs s'efforcent d'articuler la part des circonstances dans la radicalisation graduelle de la politique anti-juive avec les tensions résultant du décalage entre la permanence idéologique du régime et l'évolution rapide de ses objectifs à court terme. L'attention apportée par les auteurs à des champs géographiques particuliers permet, outre de riches comparaisons, de replacer la politique d'extermination dans le cadre plus général de la politique nazie de conquête et d'occupation de l'Europe.

Un ouvrage stimulant qui, en témoignant de la réappropriation du sujet par une nouvelle génération d'historiens allemands, souligne l'extrême complexité et la diversité des ressorts du crime.

Jean-François FAYET
 Université de Genève
 j-francois.fayet@lettres.unige.ch

Andrew R. Aisenberg, *Contagion. Disease, Government, and the «Social Question» in Nineteenth-Century France*, Stanford, Stanford University Press, 1999, 238 p.

Cette nouvelle contribution à l'histoire de la contagion dans la France du XIX^e siècle procède d'une « approche discursive » inspirée de Michel Foucault. Construite sur une progression chronologique, elle débute avec le débat sur le contrôle des maladies contagieuses dans les années 1830-1840 marquées par les épidémies de choléra et les conflits sociaux (chap. 1). Elle aborde ensuite successivement les innovations du Second Empire (effets de la loi sur les logements insalubres de 1850), la reprise du débat scientifique sur la définition de la contagion dans le contexte de la pastorisation de la médecine (chap. 3), la recherche de l'origine de la contagion et de ses modes de transmission (chap. 4) pour terminer sur les mesures prises sous la Troisième République pour établir une politique de santé publique stable et durable (loi sanitaire de 1902). Il ne s'agit pas ici de relater les progrès de la science médicale. L'ouvrage n'a pas non plus l'ambition d'épuiser l'histoire des représentations de la contagion, de ses acteurs (scientifiques, littéraires, politiques, religieux...) comme de ses relations avec des objets connexes (l'imitation ou l'insurrection populaire par exemple). Le rapport de la contagion morale et physique, la pédagogie de la pathologie monstrueuse (syphilis...) l'hygiène sociale, la contagion du crime, du suicide ou de l'immoralité sont ainsi peu traités. L'objectif de l'auteur est ailleurs. Ce que vise Aisenberg à travers la question de la contagion, c'est une nouvelle interprétation de l'expérience démocratique de la Troisième République. Il part d'un constat : la contagion est devenue au tournant du siècle un argument récurrent à l'appui de tous les politiciens qui souhaitaient des réformes sociales. Or pour Aisenberg, les mesures législatives enfin prises sous la Troisième République n'expriment pas la volonté politique d'établir les catégories de liberté et d'égalité léguées par la Révolution française mais, bien au contraire, de les dépasser. Le débat sur la contagion est ainsi pris comme l'expression d'une nouvelle problématisation du rapport des droits individuels et de l'ordre social. Cette interprétation guide la lecture de questions par ailleurs bien balisées par l'historiographie (le régime de la Troisième République comme aboutissement de la Révolution française, le rapport politique/contagion, l'institutionnalisation de la santé publique et des spécialités médicales). Les sources mobilisées sont des imprimés ou des documents tirés des archives nationales et parisiennes. C'est là une limite de l'ouvrage. Paris n'est pas la France et l'analyse de la question sociale dans la ville capitale donne un maillon nécessaire mais non suffisant pour saisir l'ensemble du territoire national. La démonstration aurait donc gagné en force de conviction avec des éclairages venus des régions et des grandes villes, tant les décalages de lieux et d'échelles jouent sur